

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1110^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 18 juin 1962,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Point 97 de l'ordre du jour:	
Question de la Rhodésie du Sud	1513

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 97 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la Rhodésie du Sud

1. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée générale aborde ce matin l'examen du point de son ordre du jour intitulé "Question de la Rhodésie du Sud". Elle est saisie d'un rapport [A/5124] présenté à ce sujet par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

2. L'Assemblée est saisie en outre d'un projet de résolution présenté par 31 pays [A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 3]. Ainsi donc, le débat sur cette question commence avec le dépôt d'un projet de résolution.

3. Avant de donner la parole au premier orateur inscrit, je tiens à annoncer que j'ai l'intention de clore la liste des orateurs mercredi 20 juin, à 13 heures. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte cette suggestion.

Il en est ainsi décidé.

4. Le **PRESIDENT**: Je tiens également à rappeler à l'Assemblée que, pour terminer promptement nos travaux, il serait souhaitable que tous les représentants qui désirent participer au débat s'inscrivent et soient prêts à prendre la parole dans l'ordre où leur nom figurera sur la liste des orateurs. Il serait très regrettable que certains représentants demandent à prendre la parole tel jour et à telle séance. La parole sera donnée aux orateurs dans l'ordre de leur inscription.

5. M. **QUAISON-SACKY** (Ghana) [traduit de l'anglais]: De l'avis du Gouvernement du Ghana, la question de la Rhodésie du Sud est une des questions coloniales les plus urgentes qui se posent à l'Afrique. Pour mon gouvernement, si l'Assemblée générale n'abordait pas d'urgence cette question, la situation en Rhodésie du Sud risquerait de devenir insoluble et d'aboutir à un conflit colonial du type algérien ou angolais. Voici en effet un territoire situé au cœur de l'Afrique où, depuis 40 ans, le Gouvernement du Royaume-Uni permet à une minorité d'Européens de s'arroger tous les droits et d'opprimer 3 millions d'Africains dont le seul crime est de ne pas s'être trouvés inclus dans la définition que Cecil Rhodes a donnée de "l'homme civilisé". En Rhodésie du Sud, les relations entre hommes sont exactement celles du cavalier et de sa monture, le cavalier étant bien en-

tendu le blanc. Lorsqu'il est question dans ce territoire de relations multiraciales en forme de pyramide, la minorité européenne entend par là qu'elle doit en être le sommet, tandis que les Africains en forment la base.

6. Forts de ces notions de supériorité et appuyés par un gouvernement d'une minorité de blancs, ceux qu'on nomme les colons européens ont toujours eu de tout la meilleure part. Les Africains, eux, ont été les victimes de discrimination et ont été frappés d'incapacité dans tous les domaines. En ce qui concerne l'enseignement, l'emploi, l'habitation et d'autres domaines de l'activité humaine, les Africains ont subi la discrimination. On ne leur a même pas accordé d'être représentés aux organes législatifs du territoire.

7. Maintenant, après des mouvements réitérés d'agitation nationaliste africaine, le Gouvernement du Royaume-Uni a estimé qu'il devenait nécessaire de prendre ses responsabilités et d'élaborer la Constitution du 6 décembre 1961; cependant, nous constatons que la discrimination contre l'Africain persiste. C'est cette discrimination persistante contre l'Africain et cette tentative du Gouvernement du Royaume-Uni pour se décharger de ses pouvoirs réservés qui raffermirent en fait la suprématie du gouvernement de la minorité blanche. C'est le refus persistant de ses droits et libertés politiques à la majorité africaine qui donne à la question de la Rhodésie du Sud sa gravité et son urgence.

8. Aussi, en insistant pour l'inscription de la question nouvelle de la Rhodésie du Sud à l'ordre du jour de la présente reprise de la seizième session, ma délégation, pas plus que d'autres délégations, j'en suis sûr, n'a agi — comme on l'a laissé entendre — par légèreté politique, ou faute d'avoir su apprécier la gravité et la complexité de la question. Au contraire, nous avons tous été inspirés par le sentiment que le caractère explosif de la situation actuelle en Rhodésie du Sud donne à la situation une urgence particulière. En fait, nous avons estimé que la situation était grave, tout comme le Royaume-Uni qui a été amené par la même raison à confier à M. Butler la tâche d'examiner dans leur ensemble et sans attendre les problèmes délicats et complexes qui se posent dans ce territoire.

9. Nous estimons que, si l'Assemblée générale se saisit dès maintenant de cette question, loin d'entraver la tâche de M. Butler et du Gouvernement du Royaume-Uni, elle leur apportera une aide opportune et précieuse. En exerçant sa responsabilité pour remplir la mission sacrée qui lui incombe, l'Assemblée générale fera des propositions qui viendront à leur heure et dont la Puissance tutélaire, c'est-à-dire le Gouvernement du Royaume-Uni, devra tenir compte lorsqu'elle élaborera de nouvelles propositions définitives de nature à intéresser l'avenir de tous les

habitants de la Rhodésie du Sud. Examiner dès maintenant cette question fera peser l'influence morale considérable de l'Assemblée générale en faveur de la pleine application de la résolution historique 1514 (XV) et facilitera l'accomplissement de la mission sacrée inscrite à l'Article 73 de la Charte, qui lie irrévocablement tous les Etats Membres et notamment le Royaume-Uni.

10. Ma délégation a suivi avec beaucoup d'attention et un grand intérêt les travaux du Comité spécial des Dix-Sept^{1/}, auquel l'Assemblée générale a confié, en vertu de sa résolution 1745 (XVI), la tâche d'examiner la question de savoir si le territoire de la Rhodésie du Sud a pleinement accédé à l'autonomie. Nous avons pris note du rapport du Comité spécial [A/5124] qui a été distribué à tous les Etats Membres le 21 mai 1962 et nous en avons étudié les conclusions.

11. Il ne sera pas déplacé de rappeler ici que les vues exprimées par ma délégation devant la Quatrième Commission le 22 février 1962 (1303ème séance) sur le statut de la Rhodésie du Sud ont été confirmées par la décision du Comité spécial qui a déclaré "que le territoire de la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte" [A/5124, annexe III].

12. La délégation du Ghana continue à soutenir très fermement que les conditions et les principes énoncés dans les résolutions 742 (VIII) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale doivent être pleinement respectés en Rhodésie du Sud avant qu'on puisse prétendre que ce territoire est autonome.

13. Mais même en supposant pour un instant que la Rhodésie du Sud soit un territoire autonome, ce qui n'est pas le cas, cela dispenserait-il le Royaume-Uni de communiquer des renseignements aux Nations Unies conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte? Non, bien entendu, et en fait on a toujours admis le contraire. Ma délégation a rappelé en février dernier que rien n'a empêché le Royaume-Uni de communiquer des renseignements aux Nations Unies sur son pays, qui s'appelaient alors la Côte-de-l'Or, après son accession à l'autonomie en 1954. De 1954 jusqu'au 6 mars 1957, le Royaume-Uni a continué à communiquer des renseignements sur son pays conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. En d'autres termes, le Gouvernement du Royaume-Uni a jugé bon, en ce qui concerne son pays, de se conformer à l'alinéa e de l'Article 73 jusqu'en 1957, bien que nous ayons reçu la pleine autonomie dans tous les domaines où l'on nous dit que l'actuel Gouvernement de la Rhodésie du Sud possède l'autonomie et bien que le Parlement britannique ait conservé, comme dans le cas de la Rhodésie du Sud, la responsabilité des affaires étrangères et de la défense. Il en a été de même de la Nigéria, du Sierra Leone et de tous les autres pays autrefois sous administration du Royaume-Uni. Nous demandons donc pourquoi on agit différemment pour la Rhodésie du Sud. Nous demandons si c'est parce que le gouvernement y est composé uniquement de blancs. Si le Gouvernement du Royaume-Uni avait communiqué des renseignements sur ce territoire, les Nations Unies n'auraient rien ignoré du sort des 3 millions d'Africains de la Rhodésie du Sud. Par son comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, l'Organisation des Nations

Unies aurait examiné quels étaient les moyens d'en-seignement offerts aux Africains, elle aurait pu déterminer si des Africains faisaient partie des organes de décision chargés de l'assistance sociale, de la santé publique et du logement, elle aurait constaté s'il existait ou non une discrimination raciale, etc. Si ces renseignements avaient été communiqués, il aurait été mis fin à la déplorable situation actuelle.

14. Dans la déclaration que j'ai faite devant la Quatrième Commission le 22 février 1962 et qui, avec le consentement de la Commission, a été distribuée à tous les Etats Membres, j'ai fait les observations suivantes:

"La situation en Rhodésie du Sud est mauvaise. Depuis plus de 39 ans, les immigrants d'origine européenne gouvernent la Rhodésie du Sud sans le consentement de la majorité de la population — à savoir la population africaine. Pendant toute cette période, pas un Africain n'a été admis au Parlement. Pas un Africain n'a occupé de poste important dans les services administratifs de l'Etat.

"...

"Par une série de contrats, nos chefs héréditaires, sous la pression du Gouvernement britannique et de représentants de la British South Africa Company, ont accordé peu avant 1890 certaines concessions minières à cette société. L'exploitation de ces concessions a amené dans notre patrie un nombre considérable d'immigrants qui étaient pour la plupart de souche britannique. Ces immigrants ne tardèrent pas à s'organiser en de puissants groupes économiques et politiques, si bien qu'en 1922 le Gouvernement britannique accorda "l'autonomie" à ces colons minoritaires. Disons tout de suite que les chefs et le peuple africains ne furent à aucun moment consultés sur cette mesure constitutionnelle capitale 2/..."

15. Voilà quelle a été l'origine de l'actuel gouvernement "blanc" de la Rhodésie du Sud. Il s'agit, en d'autres termes, d'une société commerciale qui a été imposée à la population locale en tant que gouvernement, sans le moindre égard pour les aspirations de la population autochtone. Dans la même déclaration, j'ai également dit:

"Selon le Gouvernement du Royaume-Uni, la Rhodésie du Sud n'est pas visée par les dispositions du Chapitre XI de la Charte. Certains soutiennent que, depuis 30 ans, la Rhodésie du Sud est officiellement considérée comme autonome et que les Nations Unies n'ont pas compétence pour intervenir dans ses affaires. S'appuyant sur cette thèse, le Royaume-Uni a refusé de communiquer des renseignements sur la Rhodésie du Sud en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. De l'avis de ma délégation, la thèse de l'autonomie rhodésienne est absolument indéfendable. Comment un territoire colonial d'Afrique peut-il être autonome lorsque les 3 millions d'Africains qui l'habitent n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne l'administration, laquelle est contrôlée par 280 000 colons européens seulement, qui, par la grâce du Gouvernement britannique, ont été autorisés à maintenir un régime raciste comparable à l'apartheid en

^{1/} Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

^{2/} Cette déclaration a été faite à la 1303ème séance de la Quatrième Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique. Le texte intégral de la déclaration a été distribué sous la cote A/C.4/543 (document mimeographié seulement).

Afrique du Sud? Quel que soit le critère que l'on applique, la Rhodésie du Sud ne saurait être considérée comme autonome. Le Gouvernement britannique a certes pu accorder en 1923 une certaine autonomie à la population européenne de la Rhodésie du Sud, mais cela ne suffit pas à faire de la Rhodésie un pays autonome^{3/}."

16. La délégation du Ghana partage entièrement l'opinion du Comité spécial selon laquelle, conformément au Chapitre XI de la Charte, la responsabilité du territoire et de son avenir incombe sans contestation aucune à la Puissance administrante, c'est-à-dire au Royaume-Uni. Ne nous y trompons pas: le Royaume-Uni est responsable de la Rhodésie du Sud. Tous ces systèmes de vote compliqués, toutes ces dispositions discriminatoires de la Constitution de décembre 1961, toute la confusion qui règne à propos de la prétendue Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, tout cela n'est qu'un rideau de fumée destiné à masquer la vérité et le fond de l'affaire.

17. Mais, si le Royaume-Uni a la responsabilité de la Rhodésie du Sud, il n'en résulte évidemment pas que les Nations Unies n'aient aucune responsabilité envers la population de ce pays. En effet, tant que cette population demeurera sous la domination et l'administration coloniales, notre charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)] font à l'Organisation mondiale l'obligation formelle de garantir à la Rhodésie du Sud sa part de justice et de veiller à ce que le droit de la population à l'autodétermination soit reconnu et respecté.

18. On nous a dit récemment que la Puissance administrante faisait de grands efforts pour redresser la situation. On nous a parlé notamment d'un certain "plan" dans la presse. Le 17 mai 1962, par exemple, on pouvait lire ce qui suit dans un journal d'Afrique centrale, le *Daily News* de Salisbury.

"Un nouveau plan révolutionnaire qui pourrait sauver la Fédération d'Afrique centrale de la débâcle tout en donnant satisfaction aux aspirations africaines a été soumis à M. R. A. B. Butler, ministre britannique pour les affaires d'Afrique centrale. L'auteur de ce projet est M. Garfield Todd, ancien premier ministre de la Rhodésie du Sud.

"L'essentiel de ce plan consisterait en la proposition suivante: la Fédération actuelle serait maintenue; en contrepartie, il y aurait une majorité africaine au parlement fédéral et un premier ministre africain de la Fédération; en même temps, cependant, certaines autres mesures réduiraient les pouvoirs de l'organe législatif: par exemple, les pouvoirs du gouverneur général seraient accrus d'une manière décisive."

19. A notre avis, ces propositions sont inacceptables; nous savons que telle est également l'opinion des Africains de la Rhodésie du Sud, qui sont les plus directement intéressés en l'occurrence. M. Todd a certainement les meilleures intentions, mais il n'y a aucune raison de lier la solution du problème à la question d'une fédération, car c'est à la population elle-même qu'il appartient de décider si le territoire de la Rhodésie du Sud doit avoir des liens avec d'autres pays. Nous nous occupons ici de la Rhodésie

du Sud et nous devons trouver les moyens d'assurer le plus tôt possible l'application de la résolution 1514 (XV) à ce territoire.

20. Il est assez étrange que l'on reparle d'une fédération chaque fois qu'il s'agit de la Rhodésie du Sud. Rappelons que la Fédération est une création britannique, imposée sans prendre en considération les vœux de la majorité des populations intéressées. Un article paru dans le *Times* de Londres du 4 juin 1962 projettera peut-être une plus vive lumière sur cette situation. Il est intitulé: "Vérification du bilan fédéral sans documents comptables: problème embarrassant pour les conseillers de M. Butler". Après avoir fait observer que toutes les tentatives tendant à faire entrer l'idée de fédération dans tous les domaines de la vie publique avaient complètement échoué parce que les peuples des trois territoires continuaient à se considérer comme appartenant à des pays différents, la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland, l'auteur de l'article disait que lorsqu'on avait envisagé l'écclatement de la Fédération le problème technique le plus délicat avait été celui de la répartition de la dette publique fédérale, d'un montant de 324 millions de livres (soit environ 900 millions de dollars), dont 49 600 000 livres (soit 138 millions de dollars)

"incombent directement aux gouvernements des territoires. Les autorités de la Fédération pensent qu'en cas d'écclatement ces gouvernements refuseraient d'accepter un passif dépassant ce qui leur incombe directement; en ce cas, suivant certaines suggestions, la dette fédérale tomberait à la charge du Gouvernement britannique".

On lisait encore dans le même article que "les conseillers de M. Butler doivent faire fonction de vérificateurs des comptes de la Fédération, mais il n'existe pas de comptes".

21. En d'autres termes, et pour ce qui est de la Fédération, la situation est la suivante. La Grande-Bretagne a imposé une fédération dont les peuples africains ne voulaient pas et à laquelle ils s'étaient même montrés vivement opposés. Cette fédération, comme on pouvait s'y attendre, a été un échec coûteux qui se solde par une facture de 900 millions de dollars, dont 762 millions seront à la charge de la Grande-Bretagne sans aucune contrepartie. Si la Fédération pouvait seulement être maintenue, ce serait elle et non la Grande-Bretagne qui porterait la charge de cette dette absolument astronomique. Nous pensons que cela explique en partie au moins que le Royaume-Uni s'efforce de dégager sa responsabilité en ce qui concerne la Rhodésie du Sud. Il est assez difficile d'admettre, cependant, qu'il doive incomber aux peuples africains d'Afrique centrale de payer de leurs libertés les erreurs commises autrefois par la Grande-Bretagne, d'autant plus que ces erreurs ont été commises en pleine conscience du fait que la majorité africaine intéressée était totalement et violemment opposée à cette fédération imposée de l'extérieur.

22. Nous voulons donc saisir l'occasion que nous offre le présent débat pour lancer un appel au Royaume-Uni à ce sujet. L'opinion africaine a toujours été et est encore opposée à la solution fédérale. Si le Royaume-Uni, à l'époque, en avait tenu compte, la situation actuelle ne se serait jamais produite. Il n'en a malheureusement pas été ainsi. Le Gouvernement britannique a préféré prêter l'oreille aux opinions d'un

^{3/} Ibid.

certain sir Godfrey Huggins plutôt qu'à celles de la vaste majorité africaine en Rhodésie du Nord, au Nyassaland et en Rhodésie du Sud. Une fois de plus, nous nous trouvons à un carrefour et il va falloir prendre une décision, en matière à la fois politique et financière. Nous savons que le choix sera pénible et difficile; mais, en faisant ce qu'il faut maintenant, on évitera une situation bien plus grave dans l'avenir. De toute façon, nous ne voulons plus entendre parler de cette fédération. Dans la pratique, elle est maintenant impossible. Il faut en finir et revenir au problème réel qui consiste à donner à la Rhodésie du Sud des institutions démocratiques et représentatives qui lui permettent d'accéder à l'indépendance sans retard. Le peuple et ses chefs sont capables de décider eux-mêmes des liens qu'ils entendent avoir avec leurs voisins.

23. Depuis que l'Assemblée a examiné pour la dernière fois la question de la Rhodésie du Sud en février 1962, certains événements se sont déroulés dans le territoire et ils accroissent l'urgence de la situation. Le 27 avril 1962, le prétendu Premier Ministre de la prétendue Fédération, sir Roy Welensky, a fait voter les électeurs. Ces élections, d'après le numéro de mai 1962 de l'Africa Report, "ont peut-être été les plus apathiques qui aient jamais eu lieu au cours des 10 années turbulentes de l'histoire de la Fédération". Ces élections ont été boycottées par les Africains, par les libéraux blancs des trois territoires et par les racistes blancs de la Rhodésie du Sud. Et l'Africa Report ajoute:

"Même l'enthousiasme des membres de l'UFP" — le parti de Welensky, l'United Federal Party — "a souffert du fait que le Premier Ministre n'a pas su donner d'indication claire sur les mesures par lesquelles il envisage de maintenir la Fédération. Aussi, sur 59 sièges à l'Assemblée fédérale, 15 seulement ont été contestés et la proportion des électeurs normalement inscrits qui se sont rendus aux urnes dans les circonscriptions contestées n'a atteint que 40 p. 100. Les partisans de sir Roy Welensky n'ont donc réuni que 15 000 voix, soit 0,2 p. 100 d'une population de plus de 8 500 000 habitants."

24. Non seulement ces élections ont démontré que l'édifice politique sur lequel sir Roy Welensky s'est juché ne repose sur aucun fondement — et nous noterons en passant que, selon un écho publié dans le journal The New York Times du 27 mai, sir Roy Welensky aurait laissé entendre qu'il se retirerait de la politique si la Fédération était dissoute —, mais elles ont aussi prouvé une fois de plus que l'idée fédérale ne permet pas de résoudre les problèmes fondamentaux.

25. Voilà un gouvernement créé par une puissance étrangère et réunissant trois pays différents contre la volonté des populations intéressées, maintenu au pouvoir par 0,2 p. 100 de la population et chargé d'une dette publique de 900 millions de dollars, soit quatre fois et demie le montant de l'émission d'obligations des Nations Unies. Quelle situation extraordinaire et sans exemple dans les annales du XX^{ème} siècle!

26. Nous n'avons pas perdu foi dans le sens de la justice et de l'équité de la nation britannique et nous souhaitons que les initiatives prises par le Royaume-Uni dans la voie de la décolonisation, l'impulsion qu'il donnée à la cause de l'émancipation humaine et les

efforts qu'il a fournis depuis 15 ans pour en assurer le succès se manifestent une fois de plus.

27. Ce qui nous préoccupe davantage dans l'immédiat, c'est naturellement l'attitude du peuple africain et en particulier celle de la principale organisation politique africaine, la Zimbabwe African Peoples Union. Cette organisation, appelée la ZAPU, a boycotté les élections fédérales du 27 avril et a aussi menacé de boycotter les élections en Rhodésie du Sud qui devaient avoir lieu en octobre de cette année. La ZAPU pourrait difficilement agir autrement, si on considère que ces élections auraient lieu dans le cadre de la Constitution que la majorité africaine n'accepte pas et dont la résolution recommandée par le Comité spécial dit qu'elle "renforce encore l'autorité des colons européens, lesquels constituent une petite minorité de la population du territoire". L'organe international de la ZAPU, dans son numéro du 19 mai 1962, posait la question suivante:

"Que nous donne la nouvelle Constitution? Une dérisoire quinzaine de sièges dans une Assemblée de 65 membres. Ajoutons à cela les souvenirs des meurtres commis de sang-froid sur notre peuple."

28. Il est assez surprenant que l'opinion mondiale n'ait pas été pleinement informée des meurtres qui ont été commis en Rhodésie du Sud et qui sont comparables à ceux de mars 1960 à Sharpeville, en Afrique du Sud. Faute d'informations, l'indignation a été moindre devant les fusillades de la Rhodésie du Sud. Rappelons cependant qu'on a tué plus de monde en Rhodésie du Sud qu'en Afrique du Sud. En Rhodésie du Sud, la police a tué beaucoup plus d'Africains depuis deux ans que la police n'en a abattu en Afrique du Sud. C'est un très sombre tableau.

29. On a fait du bruit autour des réformes dont l'actuel Premier Ministre, sir Edgar Whitehead, a entrepris l'application. L'impression s'est répandue que le gouvernement des colons européens est maintenant suffisamment préoccupé de la situation en Rhodésie du Sud pour consentir d'importantes concessions dans le cadre de l'actuelle structure, qui n'est pas satisfaisante. Par exemple, certains lois discriminatoires vont être abrogées ou amendées. Bien que ces réformes soient préférables à point de réformes, elles ne touchent pas à la question essentielle du droit de vote. Tant que le principe "à chacun une voix" ne sera pas appliqué, la minorité blanche conservera le pouvoir politique et tous les efforts en vue de parvenir à une harmonie raciale en Rhodésie du Sud resteront vains. Les réformes législatives, je le répète, ne sont pas aussi radicales que certains voudraient nous le faire croire. Au sujet de la proposition faite par sir Edgar Whitehead d'abroger le Southern Rhodesia Land Apportionment Act (loi sur la répartition des terres), le journal The Guardian déclarait dans son numéro du 1^{er} février 1962:

"Le Law and Order Maintenance Act (loi sur le maintien de l'ordre public), si monstrueux qu'il a été cause de la démission du "Chief Justice", reste en vigueur. Ne serait-il pas possible de l'abroger pendant que sir Edgar Whitehead est dans une veine réformiste?"

Cette loi discriminatoire et monstrueuse est toujours en vigueur.

30. On a beaucoup parlé aussi de l'ajournement des élections, remises à une date indéterminée de l'année prochain. J'ai eu l'occasion d'exposer nos vues sur

cette question au Bureau, le 8 juin [146ème séance]. J'ai montré alors que les élections avaient été retardées non parce que le Gouvernement du Royaume-Uni avait manifesté l'intention de reviser la Constitution, mais simplement parce que les Africains du territoire avaient refusé de coopérer avec les autorités qui espéraient que le temps passé leur permettrait d'user la résistance africaine et de recueillir les 50 000 voix africaines nécessaires pour assurer le maintien de leur régime.

31. Les raisons de l'opposition des Africains aux nouvelles dispositions constitutionnelles ne sont pas difficiles à comprendre. Ces dispositions ne font que renforcer encore plus le pouvoir et l'autorité politiques de la petite minorité de colons européens qui gouvernent actuellement le territoire au détriment de la majorité africaine, sans que le Royaume-Uni exerce un ultime contrôle. Elles ne sont conformes ni aux principes universellement acceptés de démocratie, de justice et d'égalité, ni à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. C'est en tenant compte de cela que le Comité spécial a demandé à juste titre:

"... si le Royaume-Uni était tenu de promulguer une législation qui, vu ses traditions, pouvait être considérée comme antidémocratique, pour la seule raison que le Gouvernement de la Rhodésie du Sud — assurément celui d'une minorité blanche — le désirait. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne pouvait-il pas dire qu'il se refusait à consolider le pouvoir d'une minorité et la discrimination?" [A/5124, annexe I, par. 29.]

32. Ma délégation partage l'opinion exprimée dans le rapport selon laquelle les conditions d'électorat sont la clef de tout le problème. On ne peut nier que les nouvelles dispositions concernant les conditions d'instruction et de fortune sont telles que très peu d'Africains les rempliraient. Comme le déclarent les auteurs du rapport:

"Bien que les arrangements précédents aient été moins satisfaisants pour les Africains, ces derniers pouvaient du moins compter en dernier ressort sur les pouvoirs réservés qu'avait le Royaume-Uni... Les Africains ne pouvaient avoir l'assurance que le suffrage universel serait instauré dans un avenir prévisible." [Ibid., par. 30.]

Avec les auteurs du rapport, nous concluons donc que le Royaume-Uni n'était pas fondé à abandonner ses pouvoirs réservés et nous estimons que le Gouvernement du Royaume-Uni manque de probité quand il nous dit que les Africains obtiendront une majorité au Parlement dans une douzaine d'années, puisque les conditions actuelles rendent bien évident qu'ils n'ont aucune chance de répondre dans un délai si bref aux conditions imposées en matière d'instruction et de fortune.

33. Ma délégation, qui connaît bien les tours de passe-passe des colons européens en Afrique, craint fort que, disposant d'une écrasante majorité au parlement de la Rhodésie du Sud, les colons blancs n'acceptent jamais de libéraliser le moins du monde le droit de vote et que par conséquent les inégalités ne soient maintenues pendant encore au moins 200 ans, selon l'évaluation experte de sir Roy Welensky. La déclaration des droits^{4/} n'offre pas non plus d'espoir; comment le pourrait-elle, alors que les droits politiques n'y sont pas mentionnés?

34. Le devoir de l'Assemblée en la matière est évident. Elle doit faire des propositions pour redresser les injustices commises en Rhodésie du Sud depuis 40 ans. D'abord, elle doit approuver les conclusions du Comité spécial selon lesquelles, en tenant compte de la Charte et des résolutions de l'Assemblée, notamment des résolutions 1514 (XV) et 742 (VIII), le territoire est un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte et que le Royaume-Uni en est directement responsable. L'Assemblée doit également exiger la remise à l'étude des dispositions constitutionnelles actuelles par une conférence constitutionnelle réunissant des représentants de toutes les tendances politiques, qui devrait rédiger une constitution nouvelle fondée sur le suffrage universel des adultes et sur le rétablissement immédiat des libertés civiles et politiques. Cette constitution devrait prévoir l'accession du territoire à l'indépendance dès que possible, conformément à la Déclaration figurant dans la résolution 1514 (XV). En outre, tous les détenus politiques doivent être libérés et toute législation sanctionnant de quelque façon que ce soit la discrimination raciale doit être abrogée.

35. Voilà ce que le peuple de la Rhodésie du Sud demande à l'Assemblée générale; c'est le moins qu'elle puisse faire pour répondre au désir puissant et irrésistible des africains, un désir de liberté, d'égalité et d'indépendance. C'est la meilleure façon pour l'Assemblée d'aider le Gouvernement du Royaume-Uni à s'acquitter de sa mission et à reprendre sa place à la tête des puissances coloniales qui, comme je l'ai dit, se sont engagées dans la voie de la décolonisation et de l'émancipation de l'homme. C'est le moins que l'Assemblée puisse faire dans l'intérêt supérieur de la paix et de la liberté en Afrique et conformément aux buts et aux principes de la Charte.

36. L'Assemblée ne s'est pas réunie pour se livrer à de petites chicanes juridiques ou à des controverses sur des raffinements idéologiques. La Charte et la Déclaration sur le colonialisme exigent que l'Assemblée fasse son devoir. C'est la raison pour laquelle 19 membres africano-asiatiques de l'Assemblée ont préparé le projet de résolution A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 3, qui a été distribué. Que l'Assemblée adopte unanimement ce projet de résolution sur la question de la Rhodésie du Sud, qui a été rédigé soigneusement par un grand nombre de ses membres.

37. M. GEBRE-EGZY (Ethiopie) [traduit de l'anglais]: Au Comité spécial des Dix-Sept, nous avons exprimé nos vues en détail et, dans ces conditions, nous ne croyons pas nécessaire de faire à nouveau un long exposé de nos vues, ni d'analyser en détail la situation en Rhodésie du Sud. Il nous suffira de résumer l'ensemble de la question de la façon suivante.

38. Par sa résolution 1745 (XVI), l'Assemblée générale a prié le Comité spécial d'examiner la question de savoir si le territoire de la Rhodésie du Sud avait pleinement accédé à l'autonomie. A cette fin, il était nécessaire d'étudier la teneur des divers instruments juridiques se rapportant au statut de la Rhodésie du Sud et de connaître les vues des parties intéressées, à savoir le Royaume-Uni en tant que Puissance administrante du territoire et les autochtones qui représentent plus de 92 p. 100 de sa population totale. Les instruments juridiques se rapportant au statut de la Rhodésie du Sud sont les suivants: le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, les diverses ré-

^{4/} Contenue dans la Constitution de la Rhodésie du Sud promulguée en décembre 1961.

solutions de l'Assemblée générale, notamment la Déclaration qui figure dans la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et enfin l'ancienne et la nouvelle Constitution de la Rhodésie du Sud.

39. Rappelons d'abord les vues du Gouvernement du Royaume-Uni. Son représentant a déclaré ce qui suit tant au Comité spécial (9ème séance) qu'à la Quatrième Commission:

"Dès 1922, ceux qui constituaient alors le corps électoral de la Rhodésie du Sud se sont prononcés, par voie de référendum, en faveur de l'institution d'un "gouvernement responsable" plutôt que de l'incorporation du territoire à l'Afrique du Sud."

Je continue la citation, plus loin dans la même déclaration:

"Il est donc reconnu, depuis 40 ans, que la Rhodésie du Sud, sans être indépendante, possède l'autonomie en ce qui concerne ses affaires intérieures et que sa propre politique dans les domaines économique, social et de l'enseignement relève de sa juridiction exclusive. Elle n'est nullement tenue de fournir des renseignements à cet égard à un ministre britannique, ni même au Parlement britannique. Le Gouvernement britannique n'a pas davantage, du point de vue constitutionnel, le pouvoir ou le droit de demander de tels renseignements. Tels sont les faits du point de vue constitutionnel^{5/}."

40. Le Royaume-Uni affirme donc, premièrement, que le territoire de la Rhodésie du Sud a pleinement accédé à l'autonomie, comme le veut le Chapitre XI de la Charte, et, deuxièmement, qu'en conséquence le Gouvernement du Royaume-Uni n'a aucune responsabilité pour les questions intérieures de la Rhodésie du Sud, particulièrement les questions de politique économique, sociale et de l'enseignement. Ainsi, le Gouvernement du Royaume-Uni soutient qu'il ne peut pas communiquer des renseignements sur la Rhodésie du Sud au titre du Chapitre XI de la Charte et en particulier de l'alinéa e de son article 73.

41. Contrairement à la position prise par le Gouvernement du Royaume-Uni, les exigences du texte fondamental qui concerne le statut de la Rhodésie du Sud, c'est-à-dire du Chapitre XI de la Charte, sont les suivantes. Comme on le sait, le Chapitre XI de la Charte est une déclaration de caractère obligatoire faite par la Conférence de San Francisco et concernant les colonies. En bref, d'après ce texte, les puissances qui avaient et qui ont des colonies ont l'obligation en premier lieu de communiquer des renseignements sur les progrès des conditions économiques, sociales et de l'instruction des populations des colonies, en deuxième lieu de les conduire à la pleine autonomie, qui aboutit inévitablement à l'indépendance, et en troisième lieu, s'agissant de la Rhodésie du Sud, de protéger jusque-là les intérêts de sa population de 3 millions d'Africains.

42. A ce sujet, il est bon de rappeler que la teneur du Chapitre XI de la Charte dérive directement de l'alinéa b de l'Article 23 du Pacte de la Société des Nations, qui à son tour énonçait le concept de la mission sacrée de civilisation acceptée par les puissances coloniales lorsqu'elles ont commencé à occu-

per des colonies. De l'histoire législative de l'alinéa b de l'Article 23 du Pacte de la Société des Nations et du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, il résulte sans aucun doute possible qu'en premier lieu les puissances coloniales ont l'obligation, aux termes du Chapitre XI, de communiquer des renseignements aux Nations Unies jusqu'à ce que le territoire ait pleinement accédé à l'autonomie, ce qui signifie inévitablement l'indépendance; en second lieu, cette obligation vaut, sinon exclusivement du moins certainement au premier chef, pour les habitants autochtones des territoires et ne peut être abolie par aucune loi donnant des pouvoirs de gouvernement aux colons. C'est ainsi que les obligations des puissances administrantes aux termes de la Charte ont pris naissance lorsque la Charte est entrée en vigueur et ne disparaîtront que lorsque les habitants des territoires — en l'occurrence les 3 millions d'Africains — accèderont pleinement à l'indépendance. Voilà ce que dit le droit international pour ce qui est de la Rhodésie du Sud et telle est l'obligation du Royaume-Uni à l'égard des 3 millions d'Africains de la Rhodésie du Sud.

43. Passons maintenant à l'histoire constitutionnelle de la Rhodésie du Sud de 1920 à nos jours.

44. Commençons par la grave décision prise en 1922 par ceux qu'on appelait alors les "électeurs" du territoire. Ces "électeurs" étaient des hommes de caractère aventureux au service de la British South Africa Company qui avait alors des concessions étendues pour l'exploitation minière dans le territoire. Quelques autres électeurs étaient des exploitants agricoles attirés par la fertilité du sol et par le caractère relativement sain des hauts plateaux. En 1922, ces électeurs représentaient au total 13 000 personnes. La population africaine autochtone du territoire, alors supérieure à 2 millions d'individus, n'a pas été consultée et n'a pris aucune part à cette décision qui a institué le prétendu statut d'autonomie de la Rhodésie du Sud. Une assemblée législative de 30 membres élus a été créée et dotée du pouvoir de faire des lois régissant les affaires intérieures, sauf dans les domaines touchant directement aux intérêts de la population africaine. Il est bien difficile de dire si cette réserve a jamais bénéficié à l'immense majorité africaine, mais il faut prendre note du fait que la Puissance administrante se conformait ainsi à la notion de mission sacrée de civilisation.

45. Nous devons remarquer ici, comme nous l'avons fait au Comité spécial, que tous les parlements successifs de la Rhodésie du Sud ont été élus depuis 1923 par un corps électoral composé presque exclusivement de blancs. La majorité africaine a été complètement exclue des hauts postes et des postes de responsabilité dans l'administration et le pouvoir judiciaire. Telle fut l'autonomie de la Rhodésie du Sud de 1923 à 1960. C'est dans le cadre de cette autonomie qu'ont été votées des lois comme le Land Apportionment Act de 1930 (loi sur la répartition des terres) et le Law and Order Maintenance Act (loi sur le maintien de l'ordre public) qui avaient pour but d'exploiter et de maintenir sous le joug 3 millions d'Africains. Par la suite et jusqu'à la promulgation d'une nouvelle Constitution en décembre 1961, quelques modifications constitutionnelles sans effet sur le caractère fondamental de la Constitution de 1922 sont intervenues. En 1953, en dépit de l'opposition active mais pacifique des populations africaines du Nyasaland, de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du

^{5/} Cette déclaration a été faite à la 1303ème séance de la Quatrième Commission, dont le compte rendu officiel n'a été publié que sous forme de compte rendu analytique. Le texte intégral du discours a été publié sous la cote A/C.4/542 et Corr.1 (document mimeographié seulement).

Sud, une Fédération a été imposée arbitrairement à la population africaine. Cette fois encore, les dispositions fédérales ne modifiaient pas essentiellement les caractéristiques de la Constitution de la Rhodésie du Sud.

46. La situation des 3 millions d'Africains est encore aggravée par la présente Constitution. On y propose un parlement de 65 membres, élus par un double collège électoral. De ces 65 membres, 50 doivent être élus par les électeurs inscrits sur la liste A et les 15 autres membres doivent être élus par les électeurs inscrits sur la liste B. Si on examine les conditions d'inscription sur les listes électorales, on constate qu'il n'est nullement certain que des Africains soient élus, bien que certains admettent que les 15 sièges attribués à la liste B reviendront aux 3 millions d'Africains. Même s'il en est bien ainsi, alors que l'examen des faits montre que c'est inexact, on se propose d'attribuer 15 sièges à 3 millions d'Africains et 50 sièges à moins de 300 000 colons blancs. Le résultat net sera que l'abandon des droits et intérêts des Africains, commencé en 1922, sera consommé et que le monde aura un second Etat pratiquant l'apartheid en Afrique centrale.

47. Donc, eu égard au Chapitre XI de la Charte des Nations Unies, nous pouvons conclure que la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome et que les obligations de la Puissance administrante envers les 3 millions d'Africains qui y vivent demeurent intactes. En outre, ces obligations de la Puissance administrante envers les 3 millions d'Africains continueront d'exister jusqu'à ce que ces 3 millions d'Africains jouissent de droits égaux et soient ainsi capables d'assumer le pouvoir dans le territoire.

48. Avant de terminer, je voudrais m'arrêter à deux critiques qui ont été faites contre le projet de résolution figurant dans le rapport du Comité spécial (A/5124). L'une concerne l'absence d'une date limite pour l'accession de la Rhodésie du Sud à l'indépendance, l'autre porte sur l'emploi des termes "les habitants autochtones", "la population autochtone", "les autochtones", tout au long du projet de résolution primitif, maintenant reproduit sous forme abrégée dans le projet de résolution A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 3, présenté par 31 Etats Membres.

49. C'est délibérément que les auteurs n'ont pas proposé de date limite pour l'accession de la Rhodésie du Sud à l'indépendance, car ce qui est urgent maintenant, c'est de trouver les moyens de transférer les pouvoirs au peuple de la Rhodésie du Sud, c'est-à-dire, en considérant la loi du nombre, à la population autochtone du territoire. Cela étant, fixer une date précise pour l'indépendance de la Rhodésie du Sud avant que le transfert des pouvoirs ait eu lieu serait se jeter dans la gueule du lion. Ce serait en fait reproduire la situation tragique qui règne maintenant ailleurs. En outre, insister maintenant sur ce point serait contraire aux intérêts des 3 millions d'Africains, qui se trouveraient privés, sans aucun remède efficace, de la protection du Chapitre XI de la Charte.

50. C'est pourquoi l'expression "les habitants autochtones" — qui n'apparaît plus maintenant dans le projet de résolution A/L.386/Rev.1 et Add.1 à 3 — se comprend fort bien. La protection assurée par le Chapitre XI vise les habitants autochtones; il est donc normal d'employer cette expression. Mais, même si nous employons d'autres termes, le résultat net sera le même, car le fait est que les Africains représentent

92 p. 100 de la population totale et qu'ils sont assurés de remporter la victoire dans toute élection, à condition que l'égalité entre individus soit établie. Par conséquent, nous n'avons pas commis d'erreur en employant le terme "les habitants autochtones".

51. Telles sont, brièvement, les questions dont nous avons discuté au Comité spécial et nos conclusions sont essentiellement celles qui figurent à la fois dans le rapport et dans le projet de résolution. Depuis que le Comité spécial a adopté son rapport et son projet de résolution, la situation en Rhodésie du Sud ne s'est pas améliorée. Au contraire, la domination des colons blancs est devenue si tyrannique que les dirigeants africains ont refusé de participer aux élections; en présence de ce fait capital, le gouvernement des colons et la Puissance administrante ont ajourné les élections. Les dirigeants africains et leur parti n'ont pas le droit de tenir des réunions et il en résulte dans le territoire une situation très tendue et dangereuse.

52. L'opposition des Africains ne porte cependant pas seulement sur les élections. Elle porte sur la présente Constitution qui, par l'artifice d'une arithmétique légale, aboutit à perpétuer et même à renforcer la domination des colons blancs sur 3 millions d'Africains en faisant régner la discrimination raciale et en invoquant une supériorité raciale. Dans ces conditions, il est tout à fait évident que l'Assemblée doit adopter le projet de résolution dont elle est saisie et qui demande à la Puissance administrante de ne pas imposer la domination des colons blancs à 3 millions d'Africains.

53. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Quarante et un pays d'Asie et d'Afrique, avec l'appui de 62 Etats Membres de l'Organisation, ont insisté pour qu'à la reprise de sa seizième session l'Assemblée s'occupe de la question de la Rhodésie du Sud. A lui seul, ce fait révèle la gravité de la situation dans ce territoire. Cette situation, comme on le sait, est due à une politique des colonisateurs anglais contraire à la Charte des Nations Unies et visant à conserver et à consolider leur domination en Rhodésie du Sud — et même ailleurs.

54. Il apparaît maintenant clairement, d'heure en heure, de jour en jour, que cette politique tend à créer au cœur de l'Afrique un deuxième Etat raciste identique à celui qui, par une ironie du sort, s'intitule République, et se trouve à l'extrémité sud du continent africain. Etat qui méconnaît obstinément toutes les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Nous voulons parler de la prétendue République sud-africaine et nous approuvons entièrement les parallèles qui ont été établis ici à ce sujet.

55. Il convient de remarquer que la question du destin de la Rhodésie du Sud, quelle que soit sa gravité, ne se borne pas uniquement au souci de l'avenir des quelques millions de gens peuplant ce territoire à proprement parler.

56. L'affaire est beaucoup plus sérieuse; elle va beaucoup plus profondément. Pour expliciter notre pensée, rappelons que les Britanniques et tous les autres colonialistes aiment à se targuer d'être la cheville ouvrière de cette œuvre et, de temps à autre, d'octroyer la liberté et l'indépendance aux peuples colonisés, mais une liberté et une indépendance d'après leur optique personnelle. Pour se convaincre de l'exactitude de ces paroles, il suffit de lire, ne serait-ce qu'en partie, les discours prononcés à ce sujet par

les représentants du Royaume-Uni, de la France et d'autres puissances coloniales lors de l'admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies depuis quelques années. A entendre les représentants de ces puissances coloniales, on pourrait croire que ce n'est pas la lutte pour l'indépendance nationale qui a conduit les peuples d'Asie et d'Afrique à la victoire, mais bien la politique libérale des puissances coloniales elles-mêmes.

57. Toutefois l'histoire de la lutte des peuples coloniaux pour leur libération nous montre que de telles allégations sont dépourvues de tout fondement. Bien plus, l'expérience acquise dans cette lutte nous montre que, même lorsque les colonialistes ont dû céder sous la pression de puissants mouvements nationalistes, ces mêmes colonialistes poursuivent la lutte afin de maintenir leur domination sous d'autres formes. Ils s'efforcent par tous les moyens de minimiser la signification et la portée de l'indépendance acquise par de nombreux pays asiatiques et africains. Nous n'allons pas citer ici tous les faits d'intervention des puissances coloniales dans les affaires intérieures des nouveaux Etats africains et asiatiques: ces faits sont assez largement connus. Les événements tragiques du Congo, l'asservissement économique d'un grand nombre de pays nouveaux et les autres procédés et méthodes mis en œuvre sous couleur d'assistance économique, enfin la présence de troupes coloniales sur le territoire de nombreux Etats d'Asie et d'Afrique contre la volonté des populations autochtones, voilà les moyens par lesquels les puissances coloniales s'efforcent au fond de rétablir leur domination sous de nouvelles formes ou bien de la maintenir dans les territoires auxquels l'indépendance n'a pas encore été octroyée.

58. A ce propos, la délégation soviétique estime indispensable de souligner particulièrement que nous sommes depuis quelque temps les témoins de l'obstination toujours croissante avec laquelle les puissances coloniales s'opposent à la liquidation des vestiges du colonialisme.

59. Conformément au principe bien connu de mécanique selon lequel "la réaction est toujours égale et opposée à l'action", on voit croître cette obstination des puissances coloniales à maintenir leur domination sur de nombreux territoires qui comptent au total plus de 70 millions d'habitants qui n'ont pas encore obtenu leur indépendance même formelle.

60. Cette politique des puissances coloniales se traduit également par l'obstination avec laquelle le Royaume-Uni et d'autres puissances coloniales luttent contre la liquidation du colonialisme au Comité spécial des Dix-Sept créé par une décision de l'Organisation des Nations Unies [résolution 1654 (XVI)] pour étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. On ne peut qu'admirer la patience et la tolérance dont ont fait preuve le Président et les membres de ce comité spécial pour essayer de persuader les représentants britanniques qui en font partie de faire le moindre pas vers la mise en œuvre des dispositions de la déclaration historique de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la Rhodésie du Sud. Mais ces tentatives sont restées vaines. Nous reviendrons plus tard sur cette phase de l'examen de la question de la Rhodésie du Sud. De même, tout observateur objectif peut également constater quelles sont les positions prises par les puissances coloniales au Conseil de tutelle. Prenez,

par exemple, la discussion, particulièrement typique en l'occurrence, qui se déroule à la Quatrième Commission de la présente session de l'Assemblée générale sur la situation dans les îles du Pacifique. Cette obstination, nous la retrouvons avec la même force lorsqu'il s'agit d'étudier l'évacuation des troupes belges du territoire du Ruanda-Urundi. Au Bureau de l'Assemblée, au cours de cette session, nous avons également rencontré la même obstination désespérée et immuable à ne pas laisser inscrire à l'ordre du jour la question de la Rhodésie dont nous abordons maintenant la discussion. Nous ne voulons pas faire le prophète, mais nous pouvons dire que la même obstination se manifesterait sans doute au cours de cette discussion. Nous regrettons d'avoir à dire tout cela, car nous aurions accueilli avec satisfaction une autre attitude, mais cette obstination ne manquera pas de se manifester au cours du débat au fond sur la Rhodésie du Sud. C'est à la pointe des baïonnettes que les puissances coloniales accueillent toute proposition des pays d'Asie et d'Afrique tendant à une liquidation véritable des vestiges du colonialisme.

61. On peut rappeler un petit fait qui s'est produit au Comité spécial des Dix-Sept lorsqu'il a discuté de la question du voyage de ses membres dans les pays africains. De nombreux membres ici présents ont été témoins de la discussion sans exemple où la seule idée d'un voyage du Comité spécial des Dix-Sept a transi de peur les représentants des puissances coloniales au point qu'ils ont protesté et lutté par tous les moyens contre cette initiative; et, si ce voyage a eu lieu, c'est certes contre leur gré.

62. Tout un ensemble de mesures montrent que de nouveaux efforts sont tentés maintenant afin de ralentir le processus de liquidation des vestiges du colonialisme.

63. Dans cet ensemble de mesures entreprises ces temps derniers par les colonialistes, il faut citer particulièrement la création et le maintien, en Afrique, de points d'appui pour le colonialisme. Sur les territoires africains arrachés par les colonialistes à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle croissent comme des champignons vénéneux des Etats typiquement racistes où, impitoyablement et, il faut le dire hélas! jusqu'à ce jour, impunément, une infime minorité de colonialistes continue d'asservir des millions et des millions d'Africains. L'essence même de ces plans des colonialistes est parfaitement claire. Obligés de battre en retraite dans la plupart des pays du continent africain, les colonialistes ne comptent plus sur la possibilité de maintenir leur influence à l'aide seulement d'une pénétration économique et politique; c'est pourquoi les puissances coloniales accordent une importance toujours plus grande au maintien sur le continent africain de remparts peu nombreux, mais qu'ils estiment être sûrs. C'est ainsi qu'on peut expliquer la création et l'existence de l'Etat raciste intitulé République sud-africaine, déjà évoquée ici par des orateurs au début de ce débat, et les mesures prises pour consolider ledit Etat. Cela explique aussi les efforts tentés pour établir un Etat raciste — typiquement raciste — sur le territoire de la Rhodésie du Sud, fondé sur la prétendue Constitution de 1961. Il faut se rappeler que la propagande occidentale a diffusé largement dans le monde entier une information suivant laquelle cette constitution "avait été accordée au peuple de la Rhodésie du Sud par la Couronne britannique". Ces mêmes plans expliquent le tapage exagéré et plus que suspect fait autour de la création

de la prétendue Fédération, indépendante de l'Angleterre, de la Rhodésie et du Nyassaland. Tout cela fait partie intégrante d'un plan d'ensemble conçu pour maintenir et créer en Afrique des points d'appui immédiats du colonialisme.

64. Les puissances coloniales se proposent ouvertement, en s'appuyant sur la force, d'exercer à l'aide de ces points d'appui leur influence sur la vie et l'activité non seulement des pays sur le territoire desquels se trouvent ces points, mais encore bien au-delà; elles se proposent également d'exercer sur la vie et l'activité des Etats africains indépendants une influence avantageuse pour les colonialistes. Voilà pourquoi ce n'est nullement par hasard que cette résistance opiniâtre dont j'ai parlé en commençant se manifeste contre toutes les mesures tendant à la liquidation des vestiges du colonialisme. Voilà pourquoi, par exemple, dans le cas de pays comme la Rhodésie du Sud, les colonialistes non seulement ne soufflent pas mot de l'octroi de l'indépendance à la population autochtone, mais, au contraire, et ouvertement, presque sans dissimuler leurs intentions, face au monde entier, essaient de créer dans ces pays des Etats racistes. Cela explique pourquoi les lois dites fondamentales de ces pays, élaborées et signées par les colonialistes eux-mêmes — la prétendue Constitution de la Rhodésie du Sud en est un exemple — constituent, même du point de vue formel, des documents franchement racistes, contraires aux principes de la Charte des Nations Unies, contraires aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et contraires enfin aux principes les plus élémentaires de démocratie et d'équité.

65. Est-il nécessaire, après les deux interventions des représentants du Ghana et de l'Ethiopie, de prouver en détail que ce maintien et cette consolidation de bastions du colonialisme sur le territoire africain, même en nombre limité, représentent une menace sérieuse non seulement directement pour les peuples sur lesquels sont établis ces bastions, mais encore pour tous les peuples africains, et par surcroît une menace pour la libération définitive et rapide de tous les peuples des vestiges et des séquelles du colonialisme.

66. On peut donc comprendre que l'écrasante majorité des pays qui ont à cœur et qui comprennent les intérêts des peuples coloniaux luttant pour leur indépendance nationale rejettent résolument les allégations infondées du Royaume-Uni d'après lesquelles l'ajournement au printemps de 1963 des prétendues élections préparées par les colonialistes sur la base de la Constitution de 1961 aurait pour effet d'apaiser la situation en Rhodésie du Sud et que les circonstances dans lesquelles le Comité spécial des Dix-Sept avait examiné cette question à fond seraient transformées de fond en comble.

67. Il est de notre devoir et de celui de tous les peuples épris de liberté de souligner on ne peut plus fortement que le fait même de chercher à créer un Etat typiquement raciste — et même plus d'un — au centre du continent africain apparaît précisément comme un événement extraordinaire dans la vie des peuples, un événement qui préoccupe et ne peut manquer de préoccuper l'humanité progressiste. C'est justement pour cela que la lutte menée par le peuple de la Rhodésie du Sud contre la domination d'une minorité raciste pour obtenir sa libération ne constitue pas simplement un épisode limité à ce pays. Cette lutte est un des aspects particuliers et importants de

la lutte historique des peuples africains pour l'expulsion définitive des colonialistes du continent africain. C'est enfin un facteur considérable dans le processus général et irréversible de la libération des peuples du joug colonial.

68. Mais poursuivons notre démonstration. Il y a près de deux ans, l'Organisation a adopté une déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]; cette déclaration exigeait qu'il fût mis fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. L'an dernier, au début de la seizième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur les mesures à prendre pour l'application de la Déclaration.

69. Un Comité spécial de 17 membres a été créé et c'est le rapport de ce comité spécial sur la question de la Rhodésie du Sud [A/5124] qui est actuellement soumis à la discussion de l'Assemblée. Le Comité spécial des Dix-Sept a examiné d'abord la question de savoir si la Rhodésie du Sud avait pleinement accédé à l'autonomie.

70. En ma qualité de participant à cette discussion, je peux témoigner que l'écrasante majorité des membres du Comité spécial, exprimant la volonté et le désir des peuples libres d'Asie et d'Afrique, a condamné résolument la politique coloniale britannique en Rhodésie du Sud. Il a été établi, de toute évidence, que la Rhodésie du Sud n'avait en réalité pas obtenu l'autonomie et continuait d'être, comme auparavant, une colonie britannique. Il a été démontré que la Rhodésie du Sud doit être considérée comme un territoire colonial, un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte et qu'en conséquence la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux doit lui être pleinement appliquée. Cette situation place donc l'Assemblée générale devant l'obligation d'adopter les mesures les plus résolues et les plus efficaces dans l'esprit de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

71. Déjà, au cours de la discussion sur la question de la Rhodésie du Sud à la deuxième partie de la seizième session de l'Assemblée générale et au Comité spécial des Dix-Sept, le régime colonial raciste instauré sur ce territoire a été démasqué devant le monde entier avec une force redoublée; c'est là un régime s'appuyant uniquement sur la force des armes et qui n'aurait pas survécu un seul jour sans cette force, un régime maintenu grâce à une politique impitoyable d'écrasement et de répression.

72. L'histoire de la Rhodésie du Sud est une histoire typique et navrante de spoliation coloniale et de pillage colonial sur un des territoires d'Afrique. Cette histoire remonte au siècle dernier. Le cuivre, l'amiante, le chrome, l'or et autres minerais utiles obtenus grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre africaine à bon marché, voilà ce qui attira jadis les colonialistes britanniques dans ces pays. Bientôt les colonialistes européens, d'origine britannique pour la plupart, constituèrent une oligarchie et mirent la main sur toute la vie politique et économique du pays.

73. Naturellement, il fallut donner ne fût-ce qu'une apparence de "légalité" à cette spoliation et à ce pillage, à cette autorité usurpée par les colonisateurs. La première mesure dans ce sens fut prise en 1923, lorsque quelque 13 000 colons de race blanche décidèrent, par une opération qui fut qualifiée de réfé-

rendum, mais qui n'avait rien de commun avec l'expression authentique de la volonté populaire, de s'octroyer "l'autonomie" et d'inclure ce territoire dans l'Empire britannique avec le statut de "colonie autonome".

74. Puis les années passèrent. Les colonialistes britanniques résistant à la poussée du mouvement de libération nationale, au lieu d'accorder l'indépendance à la Rhodésie du Sud, ont récemment cherché de nouveau à y maintenir leur autorité. La prétendue autonomie instaurée 20 ans auparavant, cette autonomie dont les autochtones n'avaient jamais eu en fait connaissance, on voulut la faire passer pour l'existence d'un Etat indépendant. Comme vous le savez, en 1961, le Parlement britannique ratifia la prétendue Constitution de la Rhodésie du Sud.

75. On a déjà parlé de tout cela ici et ces faits ont été démontrés en détail au cours des discussions du Comité spécial des Dix-Sept. Aussi ne citerai-je brièvement que quelques faits essentiels. Aux termes de ce document baptisé "Constitution" — au même titre qu'en 1923 les colonialistes avaient appelé "référéndum" ce par quoi ils avaient imposé leur pouvoir aux autochtones —, nous voyons que toutes les prérogatives coloniales doivent être maintenant transférées au gouvernement actuel de la minorité raciste de la Rhodésie du Sud. On sait que la politique et la pratique de ce prétendu "gouvernement" s'inspirent de la discrimination raciale et font entièrement fi des droits légitimes et des intérêts de la population africaine.

76. La situation actuelle de la Rhodésie du Sud consiste en ce que 240 000 colons blancs exercent leur domination et que 3 millions d'Africains sont privés de tous droits. La Constitution de 1961 que les colonialistes s'efforcent d'imposer actuellement au peuple de la Rhodésie du Sud laisse tout le pouvoir entre les mains des colonialistes. Comme auparavant, la population africaine n'a en fait aucun droit dans l'administration du pays. Qu'il suffise de dire que l'infime minorité européenne se voit accorder par cette constitution 50 sièges au conseil législatif, alors que l'énorme majorité que constitue la population du pays, les Africains, ne peut prétendre dans les circonstances les plus favorables — je souligne: dans les circonstances les plus favorables — à plus de 15 sièges. Les lois électorales fixent de telles limitations que le rapport des forces sera toujours de 1 à 40 au profit des colonialistes. Chacun des 15 membres africains au parlement représentera 200 000 électeurs autochtones, tandis que chacun des 50 membres européens représentera 5 000 colons.

77. Le tableau serait incomplet si je ne rappelais les dizaines de lois discriminatoires appliquées par l'administration britannique pendant les 40 années ou presque de la domination dans ce territoire.

78. Rappelons également que, après quelques amendements apportés à la prétendue "loi sur la répartition des terres", 3 millions d'Africains n'ont bénéficié que de 45 p. 100 des terres, alors que la partie la plus importante des terres et la meilleure reste la propriété de quelques milliers d'exploitants blancs.

79. Ainsi, il est prouvé que, du fait d'une "loi" non moins injuste, un Africain peut, en moyenne, posséder 8 acres (3,2 hectares) de terre, alors qu'un colon blanc peut en posséder 600 (240 hectares).

80. L'habitant autochtone du pays peut être arrêté sans décision d'un tribunal; les autorités peuvent interdire toute activité politique quelle qu'elle soit ou dissoudre toute organisation politique qui leur déplaît. Durant ces quelque 40 années de trompeuse autonomie, les colonialistes, comme nous le savons tous, se sont servis de cette législation pour terroriser la population africaine.

81. Etant donné que c'était le seul moyen de maintenir leur domination, les colonisateurs, soutenus par la police, l'armée et l'administration créées par la Grande-Bretagne, ont instauré dans le pays des conditions qui, pratiquement, excluaient toute participation des habitants africains à la vie politique du pays. Cependant, l'humanité éprise de liberté peut constater avec plaisir et avec une grande satisfaction que la population autochtone qui constitue la majorité écrasante de la population de la Rhodésie du Sud ne s'en est pas remise au bon plaisir des usurpateurs colonialistes. La population africaine, maintenant comme autrefois, s'oppose de plus en plus résolument au régime colonialiste et à l'application de la prétendue Constitution de 1961.

82. Nous citerons seulement le fait suivant. Il ressort d'un référendum officieux organisé par le National Democratic Party (officieux étant donné les conditions dans lesquelles doit agir ce parti) et auquel participèrent environ 400 000 Africains, que la population africaine a repoussé résolument à une majorité écrasante cette nouvelle (il serait juste de lui donner un autre qualificatif) constitution raciste.

83. Le parti ZAPU⁶, le parti le plus influent du pays, exprimant la volonté du peuple de la Rhodésie du Sud, a exigé l'abrogation de cette pseudo-constitution et la convocation d'une nouvelle conférence constitutionnelle pour l'élaboration d'un nouveau projet de constitution fondé sur le principe démocratique "à chacun une voix". Au nom de ce principe, beaucoup de Rhodésiens sont morts en héros ou se sont vus privés de leur liberté et des milliers d'entre eux ont subi et subissent encore des mesures de répression.

84. Caractérisant la situation en Rhodésie du Sud au cours d'une conférence à Addis-Abéba, les représentants du parti ZAPU ont déclaré à juste titre:

"La Rhodésie du Sud est devenue un vaste Etat policier où règne la loi de la jungle. Des gens arrêtés pour des raisons politiques en 1959 crouissent encore en prison. Plus de 3 000 membres de notre parti ont été mis en accusation aux termes d'une loi qui, avec une véritable ironie, est intitulée "loi sur le maintien de l'ordre public".

85. Remarquons encore qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies le Comité spécial des Dix-Sept avait à peine terminé ses discussions sur la Rhodésie du Sud que le sang africain coulait à nouveau à Salisbury.

86. Pendant la grève des 14 et 15 mai 1962, déclenchée à l'appel des syndicalistes rhodésiens de la Rhodésie du Sud en signe de protestation contre l'insuffisance des salaires et pour la défense de la liberté de parole, quelques dizaines d'Africains ont été blessés et certains autres ont trouvé la mort.

87. La répression s'est étendue, pour des faits analogues, à d'autres régions du pays. Tout cela se passait au moment même où le Secrétaire britannique à

⁶/ Zimbabwe African Peoples Union.

l'intérieur, chargé des affaires d'Afrique centrale, M. Butler, menait des pourparlers avec le gouvernement Whitehead sur l'avenir de la Rhodésie.

88. Voilà pourquoi, analysant la visite de M. Butler en Rhodésie du Sud, le chef du parti politique le plus influent de la Rhodésie du Sud, M. Nkomo, a déclaré:

"Il s'agit là d'une entente entre Whitehead et Butler pour détruire par la force l'opposition africaine... Butler a déjà donné d'avance sa bénédiction à toutes les mesures cruelles que le gouvernement peut prendre contre nous."

89. D'après les données fournies au Comité spécial des Dix-Sept et à la précédente réunion de la seizième session de l'Assemblée générale, il apparaît incontestablement qu'en Rhodésie du Sud règne un régime colonialiste typique imposé de force au peuple africain.

90. La responsabilité directe de cette situation incombe au Royaume-Uni qui continue de passer outre à la Déclaration de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960 et qui n'a encore pris aucune mesure pour la mettre en œuvre.

91. Il n'est pas besoin de prouver l'inanité des efforts de la délégation britannique pour atténuer en paroles l'état réel des choses et pour détourner ainsi l'attention de l'Assemblée générale du fond de la question.

92. Vous vous rappelez que les représentants britanniques ont voulu, au début, affirmer que ce serait de son plein gré que le Royaume-Uni pratiquerait une politique de décolonisation et vous vous souvenez des déclarations qui ont retenti dans cette enceinte, selon lesquelles le Royaume-Uni aspirerait à coopérer avec le Comité spécial des Dix-Sept et avec l'Assemblée générale à ce sujet.

93. Cependant chacun sait qu'au début les colonisateurs britanniques, avec l'appui, il faut le dire, des Etats-Unis et de leurs autres partenaires, ont fait bien des efforts pour empêcher en général les organes des Nations Unies de discuter de la question de la Rhodésie du Sud. Les représentants du Royaume-Uni ont tenté de créer une fiction juridique en affirmant que la Rhodésie du Sud est un territoire autonome pour lequel le Royaume-Uni n'exerce aucune responsabilité dans la direction des affaires du territoire et ne peut donc prendre la parole en son nom.

94. Rappelons — et la chose n'est pas dénuée d'intérêt pour le moment — que, lorsque le Comité spécial des Dix-Sept a étudié cette question et a décidé de créer un Sous-Comité spécial à envoyer à Londres, le Gouvernement britannique l'a invité lui-même, ce qui n'a pas manqué d'impressionner certaines délégations.

95. Maintenant, il est tout à fait clair que cette invitation à Londres avait pour but unique d'influencer les membres du Sous-Comité au profit des colonialistes britanniques. Ensuite, lorsqu'on s'est aperçu que les membres du Sous-Comité s'en tenaient à la Déclaration du 14 décembre 1960, suivant en cela les instructions données par le Comité spécial et qui figuraient dans la résolution de l'Assemblée générale sur la Rhodésie du Sud, le Gouvernement britannique a refusé catégoriquement de reviser sa position à l'égard de ce pays; ainsi se dissipèrent les illusions qu'avaient pu nourrir certains représentants au moment où le Comité spécial envoyait sa mission à Londres.

96. Ensuite, on a eu recours à de nouvelles manœuvres pour contrecarrer la discussion de la question à la seizième session de l'Assemblée. Je ne vais pas rappeler maintenant les faits concrets de cette manœuvre, car le représentant du Ghana, M. Quaison-Sackey, tant aux réunions du Bureau qu'à l'Assemblée, a dévoilé la véritable machination qui a poussé le Gouvernement du Royaume-Uni à ajourner du mois d'octobre au printemps suivant les prétendues élections qui devaient avoir lieu sur la base de la prétendue Constitution de 1961 — en réalité raciste.

97. Même en appliquant tous les standards racistes pour donner à ce document une apparence de décence et de légalité, il manque quelque 40 000 voix, sur 50 000 que comptaient obtenir les colonialistes britanniques; d'ailleurs ces 50 000 voix, si on les réunissait, ne pourraient, par rapport aux 3 millions d'Africains, servir de pierre de touche permettant de déterminer la volonté du peuple de la Rhodésie du Sud.

98. Mais la délégation du Royaume-Uni au Comité spécial des Dix-Sept et, bien entendu, ici même, continuera sans hésitation de prouver au monde entier et à l'Assemblée générale que cette constitution raciste est le dernier mot de la démocratie britannique en ce qui concerne les populations d'Afrique et, en particulier, de la Rhodésie du Sud. Mais c'est pour eux question de conscience. Ne préjugeons pas les déclarations qu'ils vont faire; s'ils présentent quelque chose d'autre et de bien plus agréable, nous serons les premiers à saluer ce genre de démarche qui permettrait d'accélérer le processus de liquidation des séquelles du colonialisme et de ses vestiges, notamment en Rhodésie du Sud. Jusqu'ici cependant, le Gouvernement du Royaume-Uni met systématiquement en œuvre ses plans de création d'un nouvel Etat raciste au cœur de l'Afrique.

99. Comme nous l'avons déjà remarqué, cela fait partie d'un dessein plus général des puissances occidentales, connu sous le nom de plan pour la création "d'une Afrique blanche au cœur du continent africain".

100. Voilà ce que disent en particulier les journaux édités sur le continent africain. Voilà ce qu'écrit, à ce propos, le journal du Caire *Al-Hakaf*. Selon l'opinion de l'Occident, "l'Afrique blanche doit embrasser, outre les colonies portugaises et le Katanga, la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland". Le journal ajoute que ces plans sont activement élaborés actuellement sous le contrôle direct de l'OTAN.

101. Il convient de souligner que les incessantes tentatives des colonialistes pour imposer aux Africains la prétendue Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, comme l'ont dit à juste titre les orateurs précédents, en vue de créer une Afrique "blanche" ou, pour dire les choses simplement, des forteresses coloniales dans différentes parties du continent africain, présentent un caractère parfaitement déterminé et tout à fait réel. Ce n'est pas là l'effet de l'imagination de quelques correspondants désœuvrés en quête d'articles sensationnels pouvant parfois fournir des informations qui n'ont pas grand-chose de commun avec la réalité. Non, dans le cas présent, la presse africaine reflète ce qui se passe dans le monde.

102. Pour servir les intérêts économiques des compagnies britanniques ou américaines et autres compagnies étrangères, les colonialistes britanniques ont annoncé il y a quelques années, en dépit de la volonté des peuples africains, la création de la prétendue Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, dans la-

quelle serait incluse de force la Rhodésie du Sud. De plus, la Rhodésie du Sud devait ainsi servir de base à ces colonialistes pour consolider leur domination en Rhodésie du Nord et au Nyassaland. Dès le début, la Fédération avait été conçue comme un moyen de maintenir les peuples africains des deux Rhodésies et du Nyassaland sous l'autorité coloniale. Toutes ces mesures ont été mises en œuvre — nous en avons des preuves — contre la volonté de la population africaine de ces trois pays. C'est pourquoi le mouvement de libération nationale, d'abord pour ces trois pays et ensuite pour l'ensemble du continent africain, est allé et va toujours de l'avant et insiste à juste titre pour faire dissoudre la Fédération. Cependant les cercles gouvernementaux du Royaume-Uni, foulant aux pieds la volonté de la majorité écrasante de la population, préparent encore et toujours de nouvelles manœuvres en vue de maintenir cette prétendue fédération. Les colonialistes anglais cherchent fiévreusement les voies et moyens nécessaires pour la maintenir.

103. Les représentants des peuples de la Rhodésie du Sud et de la Rhodésie du Nord ont déclaré devant le Comité spécial des Dix-Sept qu'ils étaient résolument opposés à cette fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Le parti le plus important du Nyassaland, le "Congrès Malawi", exprimant les intérêts de la population autochtone, lors des élections de 1961, a lancé comme mot d'ordre le retrait de la Fédération, c'est-à-dire sa dissolution. Ce mot d'ordre lui a gagné 99 p. 100 des voix des électeurs. La grande majorité des partis africains des trois pays s'est prononcée contre la Fédération et leur revendication a été appuyée par 19 Etats africains qui ont participé à la Conférence de Lagos. Telle est, dans ses grandes lignes, la situation en Rhodésie du Sud. L'exposé détaillé et circonstancié a été fait par les pétitionnaires de ce pays et par de nombreux représentants des pays asiatiques et africains, au cours des précédentes réunions de l'Assemblée générale et du Comité spécial des Dix-Sept, et cela avec documentation à l'appui.

104. Je voudrais rappeler une disposition très importante contenue dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée à la quinzième session de l'Assemblée générale [résolution 1514 (XV)]. En voici les termes:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

105. Quelles sont les mesures que doit prendre l'Assemblée générale afin de contribuer à l'application de cette disposition fondamentale inscrite dans la Déclaration historique de l'Assemblée générale? Que faut-il faire pour parvenir sans délai à l'octroi de la liberté et de l'indépendance au peuple de la Rhodésie du Sud?

106. Nombre de considérants et de propositions, sur le plan pratique, se trouvent dans les recommandations soumises à votre examen par le Comité spécial des Dix-Sept, de même que dans le projet de résolution soumis également à votre examen.

107. La délégation soviétique, de son côté, estime que, pour assurer, non seulement par des paroles, mais par des actes, l'application des dispositions fondamentales de ladite Déclaration dans le cas de la Rhodésie du Sud, il est indispensable de prendre au moins les mesures suivantes.

108. Tout d'abord il faut rejeter, comme totalement non fondées, les assertions des colonialistes britanniques selon lesquelles la Rhodésie du Sud est un Etat autonome et est donc indépendante du Royaume-Uni.

109. Il est indispensable de reconnaître, de reconnaître formellement — et d'en décider ainsi — que la Rhodésie du Sud est un territoire non autonome, en fait une colonie britannique à laquelle s'étendent pleinement les dispositions précitées de la Déclaration. Cela étant, le Royaume-Uni doit assurer immédiatement l'application des mesures inscrites dans ladite Déclaration, en vue du transfert sans délai de tous les pouvoirs au peuple de la Rhodésie du Sud. Ce pays doit devenir indépendant le plus vite possible et, en tout cas, avant la fin de 1962.

110. Le Gouvernement du Royaume-Uni doit abroger immédiatement la prétendue Constitution de 1961 établie pour la Rhodésie du Sud, je dis bien abroger immédiatement, étant donné que cette constitution a, d'un bout à l'autre, un caractère raciste et ne prévoit notamment aucune disposition pour l'introduction du suffrage universel et pour la création d'organes représentatifs de l'administration. De même, il est indispensable de prévoir l'abrogation immédiate de toutes les lois et arrêtés qui, directement ou indirectement, sanctionnent la politique et les pratiques fondées sur toute discrimination, raciale ou autre.

111. Devront être également abrogées toutes les interdictions et limitations imposées à l'activité de tous les partis politiques africains; l'amnistie générale doit être prononcée et suivie de l'élargissement immédiat de tous les détenus politiques qui languissent encore dans les cachots colonialistes.

112. Il faut établir une nouvelle législation fondée sur des principes démocratiques et prévoyant l'institution du suffrage universel et l'application du principe si souvent évoqué par les représentants de la Rhodésie du Sud au Comité spécial des Dix-Sept, lequel proclame: "à chacun une voix". On pourrait penser que les représentants de la Rhodésie du Sud, en proclamant ce mot d'ordre, cherchent à obtenir ce qu'ils ne savent pas ou ne veulent pas. Mais réfléchissez bien! De quoi s'agit-il en réalité et que refusent les colonialistes anglais au peuple de la Rhodésie du Sud? Ils leur refusent l'application du principe qui est devenu l'essence même de la loi fondamentale de la majorité des Etats et des peuples de la terre.

113. Voilà les revendications de toutes les organisations nationales africaines qui, en Rhodésie du Sud, combattent pour leur liberté et leur indépendance. Voilà les revendications des représentants des Etats africains dans leurs interventions à ce sujet.

114. Les fondements d'une nouvelle constitution de la Rhodésie du Sud doivent être de nouvelles élections libres pour la formation d'organes législatifs nationaux d'après le principe du suffrage universel égal et au vote secret pour tous les habitants de la Rhodésie du Sud ayant atteint leur majorité, sans aucune condition ou réserve fondées sur la race, le sexe, le niveau

d'instruction, la situation sociale ou économique, etc. De plus, il faut assurer le caractère véritablement représentatif de l'organe législatif du pays en excluant tout privilège ou avantage quelconque au bénéfice de qui que ce soit; tous les partis politiques, tous les syndicats et toutes autres organisations sociales, de même que tous les citoyens individuellement, doivent se voir garantir la pleine liberté de leurs activités politiques, la liberté de parole, la liberté de la presse, le droit de participer aux campagnes électorales, le choix de proposer des candidats et l'exercice de tous les autres droits inhérents à de véritables élections démocratiques.

115. Immédiatement après la mise en place de l'organe législatif issu des élections nationales, il devra être constitué un gouvernement national réellement représentatif des Africains et des mesures immédiates devront être prises pour transférer tous pouvoirs à la population autochtone de la Rhodésie du Sud, sans aucune condition ni réserve, conformément à sa volonté et à ses vœux librement exprimés, comme le prévoit la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960. Conformément aux exigences des partis politiques africains les plus importants qui réclament l'octroi de l'indépendance au pays, il est indispensable de donner aux autochtones l'indépendance complète dans les plus brefs délais. Nous le répétons, cette mesure doit être prise avant la fin de 1962.

116. La prétendue Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland qui a été créée contre le gré des peuples de ces pays et qui constitue un instrument colonialiste pour l'écrasement et l'oppression de la population africaine doit être dissoute immédiatement.

117. A ce propos, nous désirons souligner qu'en préconisant la dissolution de cette fédération et en soutenant la revendication des partis politiques africains à ce sujet, nous ne nous élevons nullement contre l'idée d'une fédération en tant que telle, mais contre le fait qu'il y a là un procédé d'asservissement et de maintien du colonialisme, dans les conditions concrètes auxquelles il a été fait abondamment allusion ici, notamment par l'orateur qui m'a précédé, le représentant de l'Ethiopie.

118. Telles sont les mesures fondamentales et concrètes qui, en ce qui concerne la Rhodésie du Sud, doivent être entreprises sans délai par l'Assemblée générale, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Pour conclure, permettez-moi de rappeler les paroles prononcées par le Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev, au sujet de la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale à sa quinzième session:

"Si les décisions des Nations Unies prévoient une liquidation rapide du colonialisme, des mesures rapides doivent être réellement prises immédiatement et non pas retardées sous tel ou tel prétexte. Il est indispensable que l'abolition du régime colonial ne demeure pas lettre morte et qu'on n'assiste pas au maintien du système colonial dans les pays intéressés."/>

119. L'Assemblée générale, conformément aux nobles principes exprimés dans les décisions adoptées aux quinzième et seizième sessions, doit prendre les mesures énumérées ci-dessus afin de mettre un terme à la domination colonialiste en Rhodésie du Sud, de donner l'indépendance à ce pays et d'éviter l'affermissement d'un nouvel Etat colonial raciste dans cette partie de l'Afrique.

120. Cela étant, la délégation soviétique adresse un appel aux délégations de tous les pays aspirant à l'abolition du colonialisme, pour qu'elles appuient ces propositions et exigent du Gouvernement du Royaume-Uni leur mise en application immédiate.

121. Le PRESIDENT: Il n'y a plus d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Avant de lever la séance, je voudrais rappeler aux représentants qui désirent prendre la parole au cours de la présente discussion de bien vouloir se faire inscrire sur la liste des orateurs.

La séance est levée à 12 h 45.

Z/ Izvestia, 28 décembre 1960.